

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	31
• Voix	202
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	34
• Voix	231
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublian
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Ressources humaines - Création d'un emploi permanent d'ingénieur de catégorie A pour le renforcement de la mission d'animation du schéma d'aménagement de gestion des eaux du bassin Adour amont (article L.332-8 2° du code général de la fonction publique)**

### **Exposé des motifs :**

L'Institution Adour assure le portage de 4 schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) pour le compte des commissions locales de l'eau (CLE), en concertation et en partenariat avec les acteurs locaux.

Le SAGE Adour amont, approuvé le 19 mars 2015, est entré en phase de révision fin 2021. Son territoire s'étend actuellement sur 4 500 km<sup>2</sup> à cheval sur les 4 départements du bassin de l'Adour (65, 64, 32, 40).

Une extension de 285 km<sup>2</sup> est en cours pour assurer une cohérence hydrographique et répondre aux attentes du SDAGE 2022-2027 et des acteurs locaux.

La commission locale de l'eau souhaite porter une révision ambitieuse, intégrant les enjeux du changement climatique, et reconnecter le SAGE avec les acteurs locaux. À cette fin, des commissions géographiques ont été déployées sur le territoire pour co-construire le document avec les acteurs locaux. En septembre 2023, le nouvel état des lieux-diagnostic a été approuvé par la commission locale de l'eau.

Dans ce contexte, un partenariat politique, technique et financier a été développé avec les EPCI-FP du territoire. Il permet notamment de renforcer l'équipe d'animation du SAGE pour mieux accompagner les acteurs locaux, et notamment les communautés de communes et d'agglomération, dans la mise en œuvre du SAGE en vigueur.

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-8 2°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Considérant que la nature des fonctions attribuées à l'agent justifie la création d'un emploi de catégorie A,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

### **LE COMITÉ SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

#### **Article 1**

- de créer un emploi permanent à temps complet à raison de 35 h/semaine d'ingénieur de catégorie hiérarchique A à compter du 22 juillet 2024,
  - o le niveau requis pour postuler à cet emploi étant Bac+5 dans un des domaines suivants : eau/milieus aquatiques/environnement ou concertation/sciences, politiques ou dans l'un des domaines abordés par le SAGE, notamment agronomie, avec une appétence forte pour la concertation,
  - o pour exercer les fonctions d'animation du SAGE Adour amont en complémentarité avec l'équipe d'animation,
- que cet emploi est inscrit au tableau des effectifs de l'Institution Adour,
- qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de



travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans),

- que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 518 correspondant au 3ème échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'ingénieur, emploi de catégorie hiérarchique A,
- que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE